

avoir demandé au gouvernement fédéral de modifier le Code criminel de façon à autoriser cette méthode, le ministre nous dira-t-il si le gouvernement songe à présenter une mesure législative dans ce sens?

L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice): La question des tables d'écoute a été longuement étudiée à la réunion des procureurs généraux, il y a environ un an, et le ministre l'examine depuis quelque temps déjà.

M. Orlikow: Le ministre songe-t-il à déferer toute la question des tables d'écoute et de l'utilisation des dispositifs d'écoute électroniques au comité permanent de la justice et des affaires juridiques?

L'hon. M. Cardin: Il ne serait pas sage, selon moi, de déferer cette question au comité à l'heure actuelle.

LE CENTENAIRE DE LA CONFÉDÉRATION

LES CANADIENS ÂGÉS—L'ORGANISATION DE
VISITES GRATUITES À L'EXPO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État. S'il me répond par un seul mot, comme dans le cas du député de Winnipeg-Sud, j'espère que ce sera oui au lieu de non.

M. McCleave: Est-ce une proposition? (*Exclamations*)

M. Knowles: Je risquerais, je le crains, d'empiéter sur un domaine relevant d'une autre autorité.

Une voix: De qui? (*Exclamations*)

M. Knowles: Vu qu'on désire dans tous les secteurs honorer les Canadiens âgés pendant l'année du centenaire, le secrétaire d'État proposerait-il à la Commission du centenaire d'organiser à l'intention des Canadiens d'au moins 80 ans des visites gratuites à l'Expo?

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État): J'avoue à la Chambre que j'attends depuis 40 ans de pouvoir répondre oui à une question, mais ce n'est pas celle-là. (*Exclamations*)

M. Knowles: A dix heures, monsieur l'Orateur. (*Exclamations*)

Une voix: Où cela?

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

L'APPLICATION PAR LES PROVINCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Je désire poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social une question complémentaire à celle que je lui ai posée hier au sujet du régime d'assistance publique du Canada. Le ministre a dit qu'aucune entente n'avait été conclue avec les provinces. Est-il en mesure de dire si les ententes nécessaires seront signées très prochainement pour que la population puisse profiter des avantages du régime?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'espère en effet qu'on pourra signer ces ententes dans un avenir rapproché.

• (3.30 p.m.)

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE

LE FUSIONNEMENT DE LA MARINE, DE
L'ARMÉE ET DE L'AVIATION

La Chambre reprend l'examen, interrompu le lundi 30 janvier, de la motion de l'honorable M. Hellyer tendant à la 2^e lecture du bill n^o C-243, modifiant la loi sur la défense nationale et par voie de conséquence certaines autres lois.

M. Jack McIntosh (Swift-Current-Maple-Creek): Monsieur l'Orateur, j'ai environ quatre discours à prononcer sur la mesure à l'étude et, jusqu'à il y a quelques instants, je me demandais lequel je ferais maintenant. Toutefois, ce qui m'a incité à me décider, c'est la réponse que le ministre de la Défense nationale (M. Hellyer) a fournie au député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Churchill) sur ce qu'il a demandé pendant la période des questions. Je n'ai pas trop saisi si le ministre signifiait, dans sa réponse, si c'était lui-même, ou l'opposition qui manquait de connaissances. Toutefois, je pense pouvoir prouver quel côté a raison.

Avant la fin de la séance, hier soir, faisant allusion au discours du ministre du 7 décembre, je disais qu'il laissait beaucoup à désirer. Il me fait penser à un ballon, disais-je, il a une enveloppe mais rien de substantiel à l'intérieur; de l'air seulement. L'opposition officielle était particulièrement désireuse d'étudier cet illustre discours, afin de découvrir ce qu'il entendait par unification. Ce mot «unification» a mystifié tous les membres des forces armées, le grand public et les députés et, je le répète, la définition de ce mot constitue le point crucial du débat actuel.